



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
Général**

**Direction de la Coordination
et de l'Appui Territorial**

ARRÊTÉ

**n° 2020-DCAT- BEPE - 49
en date du 21-JUIL. 2020**

**portant mise en demeure de la société BARASSI 54 installée sur le territoire de la
commune de BEZANGE-LA-PETITE**

**LE PREFET DE MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le Livre I, Titre 7 du Code de l'Environnement et notamment son article L.171-8 I,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral DCL n° 2019-36 du 29 août 2019 portant suppléances des sous-préfets dans le département de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral modifié n° 2017-DCAT-BEPE-47 du 9 mars 2017 autorisant la société BARASSI 54 à exploiter une carrière de roches massives (dolomies) à BEZANGE-LA-PETITE,

VU le jugement du 11 décembre 2018 du Tribunal de Commerce de NANCY plaçant la société BARASSI 54 en redressement judiciaire,

VU le jugement du 5 février 2019 du Tribunal de Commerce de NANCY prononçant la liquidation judiciaire de la société BARASSI 54 et désignant liquidateur la SCP Pierre BRUART - 161, rue André Bisiaux - ZAC Solvay, Plateau de Haye - 54 320 MAXEVILLE, prise en la personne de Maître Pierre BRUART,

VU le rapport du 4 juin 2020 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand Est chargée de l'Inspection des Installations Classées,

VU les courriers de réponse de Maître BRUART, liquidateur judiciaire, des 11 juin et 2 juillet 2020,

VU le rapport du 10 juillet 2020 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand Est chargée de l'Inspection des Installations Classées,

CONSIDÉRANT que l'article 1.7.2 de l'arrêté préfectoral modifié n° 2017-DCAT-BEPE-47 du 9 mars 2017 susvisé impose à l'exploitant, si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée, d'en informer le Préfet au moins trois mois avant cette cessation, de joindre à cette notification un dossier comprenant le plan à jour des installations et des terrains remis en état et un mémoire sur l'état du site (portant notamment sur l'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site, les interdictions ou limitations d'accès au site, la suppression des risques d'incendie et d'explosion et la surveillance des effets de l'installation sur son environnement), et de placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte

aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, et qu'il permette un usage futur déterminé selon les dispositions prévues par l'article 2.1.9 de l'arrêté préfectoral susvisé et par le thème 5 « remise en état du site » de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas procédé à cette notification, ni à la remise de ce dossier ni à l'information sur le placement du site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement,

CONSIDÉRANT que l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral modifié n° 2017-DCAT-BEPE-47 du 9 mars 2017 susvisé impose à l'exploitant de réaliser la clôture efficace de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation et de matérialiser les dangers et interdictions d'accès par pancartes placées sur le chemin d'accès aux abords des travaux et à proximité des zones clôturées,

CONSIDÉRANT que l'Inspection des Installations Classées a constaté, lors de sa visite du 14 mai 2020 que l'exploitant n'a pas réalisé l'affichage par pancartes des dangers et interdictions d'accès, ni la clôture de la fosse d'exploitation d'environ 1 200 m² avec des fronts de 2 à 7 mètres de hauteur et en partie ennoyée,

CONSIDÉRANT que cette fosse d'exploitation est libre d'accès et présente des dangers de chute et de noyade,

CONSIDÉRANT que les articles 2.1.8 à 2.1.9.2 de l'arrêté préfectoral modifié n° 2017-DCAT-BEPE-47 du 9 mars 2017 susvisé imposent à l'exploitant de procéder au remblaiement et au remodelage, au nettoyage et à la remise en état de l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérentes à l'exploitation pour un usage futur déterminé de zones de culture et de prairie, conformément aux éléments du dossier de demande d'autorisation d'exploiter,

CONSIDÉRANT que l'Inspection des Installations Classées a constaté, lors de sa visite du 14 mai 2020 que l'exploitant n'a pas fait procéder au remblaiement, au nettoyage et à la remise en état du site,

CONSIDÉRANT par conséquent, que ces constats ne sont pas conformes aux dispositions prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé,

CONSIDÉRANT que les éléments de réponse fournis par Maître BRUART, liquidateur judiciaire, par courriers des 11 juin et 2 juillet 2020, portent sur la sollicitation d'un délai supplémentaire pour l'obtention de devis et d'une Ordonnance du Juge-Commissaire,

CONSIDÉRANT qu'au regard des dangers de chute et de noyade que présente la fosse d'exploitation, la demande de délai supplémentaire pour la mise en sécurité de cette zone dangereuse ne peut pas être prise en compte,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,

CONSIDÉRANT que la liquidation judiciaire de la société BARASSI 54 a été prononcée et que la SCP Pierre BRUART - 161, rue André Bisiaux - ZAC Solvay, Plateau de Haye - 54 320 MAXEVILLE, prise en la personne de Maître Pierre BRUART est désignée comme liquidateur,

CONSIDÉRANT que c'est le liquidateur judiciaire qui exerce les droits et actions concernant le patrimoine de la société BARASSI 54 pendant toute la durée de la liquidation judiciaire de cette société,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

A R R Ê T E

Article 1er : Maître Pierre BRUART de la SCP Pierre BRUART - 161, rue André Bisiaux - ZAC Solvay, Plateau de Haye - 54 320 MAXEVILLE, liquidateur de la société BARASSI 54 (siège social situé 58 Route de Petitmont à CIREY-SUR-VEZOUZE (54 480)), est mis en demeure de respecter, pour l'exploitation de la carrière de roches massives à BEZANGE-LA-PETITE, dans les délais suivants, les prescriptions reprises ci-après :

- sous deux mois, à compter de la date de notification du présent arrêté :
 - article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral modifié n° 2017-DCAT-BEPE-47 du 9 mars 2017 susvisé, en procédant à la clôture efficace de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation et en matérialisant les dangers et interdictions d'accès par pancartes placées sur le chemin d'accès aux abords des travaux et à proximité des zones clôturées ;
- sous trois mois, à compter de la date de notification du présent arrêté :
 - article 1.7.2 de l'arrêté préfectoral modifié n° 2017-DCAT-BEPE-47 du 9 mars 2017 susvisé, en remettant au Préfet, la notification de cessation d'activité, le dossier comprenant le plan à jour des installations et des terrains remis en état, le mémoire sur l'état du site et l'information sur le placement du site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, et qu'il permette l'usage futur déterminé de zones de culture et de prairie ;
- sous huit mois, à compter de la date de notification du présent arrêté :
 - articles 2.1.8 à 2.1.9.2 de l'arrêté préfectoral modifié n° 2017-DCAT-BEPE-47 du 9 mars 2017 susvisé et éléments du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, en procédant notamment au :
 - remblaiement et remodelage à la cote du terrain naturel avec les stériles d'exploitation et des déchets autorisés, traçables, selon la procédure d'admission et localisables, et non avec des déchets interdits, et à l'étalement de terre végétale pour la reconstitution des horizons du sol et la remise en état agricole (zones de culture et de prairie),
 - et au nettoyage et à la remise en état de l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérentes à l'exploitation pour un usage futur déterminé de zones de culture et de prairie.

Ces travaux sont réalisés suivant l'information sur le placement du site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, et qu'il permette l'usage futur déterminé de zones de culture et de prairie, mentionnée à l'article 1.7.2 de l'arrêté préfectoral modifié n° 2017-DCAT-BEPE-47 du 9 mars 2017 susvisé et remise au Préfet sous trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 : Faute pour Maître BRUART, liquidateur judiciaire, de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement, les décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L.514-6 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg) :

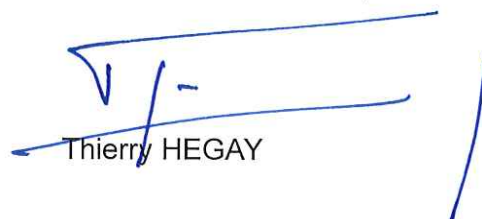
1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, Maître Pierre BRUART liquidateur de la société BARASSI 54, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand Est (service de l'Inspection des Installations Classées), le Sous-Préfet de l'arrondissement de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS, le Maire de BEZANGE-LA-PETITE, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Le Secrétaire Général par intérim



Thierry HEGAY